

Point de vue de John Major sur le plan Delors (Londres, 2 juillet 1990)

Légende: Le 2 juillet 1990, John Major, chancelier de l'Échiquier, livre son point de vue sur le rapport Delors et sur les différentes étapes qu'il prévoit pour la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM).

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 15.10.1990, n° 20. Paris: La Documentation française.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL: http://www.cvce.eu/obj/point_de_vue_de_john_major_sur_le_plan_delors_londres_2_juillet_1990-fr-9488f933-726e-477d-8c88-8ab6bf099c75.html

Date de dernière mise à jour: 26/11/2012

Le point de vue du chancelier de l'Échiquier, John Major, sur l'évolution de l'UEM au-delà de la phase 1 prévue par le rapport Delors (Londres, 2 juillet 1990)

"L'avenir de l'Union économique et monétaire est un sujet fort controversé, mais il est de toute première importance pour l'orientation et l'influence de la Communauté de demain.

Le rapport Delors, avec son modèle en trois étapes, est au cœur du débat mais il n'offre pas de recette universellement acceptable et en tout cas ne saurait avoir le dernier mot. Si nous y faisons des objections de taille, cela ne signifie pas que nous ne puissions progresser. Cela nous le pouvons, nous le ferons, et pas seulement à propos de la première étape.

Bien sûr, cette étape est d'une importance vitale. Elle implique la construction d'une zone financière unique dans la Communauté, avec un seul marché pour tous les services financiers, et des mouvements de capitaux parfaitement libres. C'est une énorme tâche, un énorme travail pour beaucoup. Mais cette tâche, le Royaume-Uni s'y donnera complètement, et son engagement ne s'exprime pas seulement en mots mais en actes. Fin mars, un rapport de la Commission disait que le Royaume-Uni et l'Allemagne étaient en tête de la Communauté sur ce point, le Royaume-Uni ayant mis en pratique toutes les recommandations pré-marché unique sauf la 9, et l'Allemagne, toutes sauf la 11. Certains États membres en ont encore 30 ou même 50 à appliquer. J'ai à peine besoin de dire qu'il faudrait aller plus vite.

La première étape, c'est aussi l'achèvement du mécanisme des taux de change. Le Royaume-Uni s'est fermement engagé à faire entrer le sterling dans le mécanisme du SME. Il le fera, comme je l'ai dit en d'innombrables occasions, quand les conditions qu'il y met, et qui sont bien connues, seront remplies. Une fois encore je renouvelle cet engagement.

Mais mon point de départ aujourd'hui est un monde où la première étape est en place. Le débat sur ce qui doit se passer ensuite s'anime. Dans quelques mois va s'ouvrir la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire. C'est un délai dangereusement bref alors que la Communauté est encore si loin d'un accord sur les mesures concrètes nécessaires pour développer ses institutions. Il nous faut débattre de ces questions à fond et de manière constructive, et aboutir à des conclusions qui fassent avancer ensemble tous les pays européens. Je citerai ici quelques éléments nouveaux de notre réflexion.

Notre approche est basée sur le document que j'ai publié en novembre 1989, qui énonçait les principes devant guider le développement de l'intégration économique et monétaire dans la Communauté. Nous pensons que tout changement doit être

- graduel et évolutif,
- fidèle aux lois du marché,
- respectueux du principe de subsidiarité (à savoir, ne pas faire au niveau communautaire ce qui peut être mieux fait au niveau national),
- positif pour les forces qui contribuent à la stabilité des prix.

Nous ne pensons pas que les idées sur lesquelles on travaille actuellement répondent à ces critères et nous émettons toujours à leur endroit des réserves fondamentales. Ce qui nous inquiète le plus, c'est qu'une banque centrale commune - une "Eurofed" - ne serait pas responsable devant des gouvernements élus, même si l'électorat comptait sur ces gouvernements pour garantir son niveau économique. La chambre des Communes britannique vient de dire clairement que le manque de légitimité démocratique de ce qui était proposé était inacceptable. Par ailleurs, nous ne croyons pas que la politique monétaire unique et l'autorité monétaire unique qui sont envisagées engendreraient les résultats attendus en matière d'économie et d'inflation, résultats dont la Communauté de demain aura besoin.

Voilà des inconvénients graves qu'il ne suffit pas de balayer du revers de la main. Cela ne signifie pas pour

autant que l'UEM ne soit pas souhaitable - bien évidemment, elle l'est - ou qu'il n'y ait pas d'autres façons - meilleures ? - de parvenir à la convergence et de maîtriser l'inflation en Europe. Pourquoi, alors, ne pas les inscrire dans l'évolution des institutions et de la monnaie ? C'est précisément ce que je voudrais développer ici ce soir.

Il faut d'abord se demander très concrètement ce que sera la voie de la Communauté une fois que la première étape sera accomplie. On admet en général que c'est l'un des maillons les plus faibles du débat en cours. Mais ce n'en est pas moins une question fondamentale. C'est pourquoi j'avoue entendre avec inquiétude certains dire que la Communauté pourrait finalement se passer de la deuxième étape. Je ne crois pas que ce soit faisable.

Il est fort possible que ce dernier accès de "big bang" ait été déclenché par les événements d'Allemagne, où on envisage une transition très rapide avant l'union monétaire. Bien entendu, nous nous félicitons tous du changement capital qui intervient en Allemagne. Mais attention de ne pas faire de comparaisons déplacées avec ce qui se passe à plus grande échelle en Europe.

Avec l'union monétaire allemande, une économie vaste et saine, et une monnaie forte absorbent l'économie et la monnaie en déconfiture de la RDA. Il s'agit, à tous égards, d'une prise de contrôle, voulue par les deux parties et débouchant sur des incidences économiques concernant d'abord l'Allemagne. L'UEM est une proposition tout à fait différente, et d'une autre envergure.

Cette idée de "big bang" économique et monétaire nous préoccupe d'abord parce qu'elle suppose un degré beaucoup plus élevé de convergence économique qu'il n'en existe aujourd'hui et qu'on ne peut en prévoir pour demain. J'ajouterai qu'il est loin d'aller de soi que cette convergence puisse être obtenue au terme d'une politique monétaire unique. Au contraire, les différences importantes d'inflation entre les économies de la Communauté demandent probablement que, pour que nos inflations convergent, nos taux d'intérêt divergent - ce qui est le cas actuellement. Cela ne plaide pas en faveur de l'adoption rapide d'une autorité monétaire européenne unique, bien au contraire.

Tous ceux qui souhaitent le plus ardemment mettre en place l'union économique et monétaire devraient se souvenir de ceci : sans convergence sensiblement accrue, l'union monétaire ne peut tout simplement pas se faire. Toute tentative prématurée dans ce sens serait insoutenable, ce serait un grand pas en arrière, nuisible sur les plans économique et politique, qui ne conduirait qu'à la désunion au lieu de l'union. On en perçoit même déjà certains signes.

Ce que nous décidons à propos de l'union économique et monétaire doit tenir compte de la forme que nous voulons donner à l'Europe. Nous voyons une Europe ouverte : ouverte aux échanges et aux investissements, ainsi qu'aux nouveaux membres venus de l'Ouest ou de l'Est. Nous nous sommes réjouis de recevoir l'adhésion des nouveaux pays démocratiques du Sud. Aujourd'hui plusieurs pays de l'Est et du Centre entrevoient très clairement les avantages de leur appartenance à la communauté. Le temps venu, quand leur système économique et politique sera prêt, nous nous féliciterons de cette perspective. Nous mettrons au point une forme d'UEM qui leur permettra de se joindre à nous, sans dresser de barrières contre ce projet.

A mes yeux, cela plaide plus encore en faveur d'une approche graduelle et évolutive, et contre toute tentation de structure rigide et fermée. C'est un argument pour les arrangements qui prônent la convergence - tout particulièrement en matière de maîtrise de l'inflation - tout en préservant la flexibilité et les possibilités de choix.

Or nous considérons maintenant que s'ouvre devant nous une voie qui a précisément ces qualités. Quelle que soit l'issue des débats sur le long terme, il y a, à court et moyen terme, des démarches que la Communauté pourrait - et devrait - entreprendre, qui sont intéressantes et utiles en soi, et qui auraient aussi le mérite de pousser plus loin le processus de convergence économique et monétaire.

C'est une question qui ne doit pas nous diviser. L'essentiel, à partir de la première étape, est d'aller plus loin en direction de la convergence économique, de la lutte contre l'inflation et de la stabilité des taux de change.

Et d'y parvenir en renforçant notre toute jeune monnaie commune, l'écu.

Premier pas dans ce sens, on pourrait encourager le recours à l'écu actuel en émettant des billets libellés en écu qui circuleraient dans l'ensemble de la Communauté. Il faudrait pour ce faire une nouvelle institution, que j'appellerai le Fonds monétaire européen. Agissant comme conseil de surveillance, il fournirait des écus à la demande, en échange de devises de la Communauté, de façon à éviter d'augmenter la masse monétaire totale de la Communauté. Pour cela, le Fonds serait tenu de ne délivrer de billets en écus que totalement garantis par ses propres avoirs dans les différentes devises qui les constituent. Il n'y aurait donc ni création monétaire, ni risque inflationniste. Les taux d'intérêt sur les dépôts et les prêts en écus seraient déterminés, comme maintenant, par la moyenne pondérée des taux d'intérêt sur les monnaies constituant l'écu, si bien que le Fonds ne jouerait aucun rôle dans le calcul des taux.

Les billets en écus seraient une monnaie toute trouvée pour les touristes et les hommes d'affaires. Si l'idée plaisait, et que ces billets étaient de plus en plus utilisés, le développement de larges marchés de dépôts d'écus en serait facilité.

Mais ce sont là des mesures modestes, et je crois que nous pouvons et devons aller plus loin. A mon avis, la meilleure approche est de créer un nouvel écu, un "écu fort". Alors l'écu ne serait plus défini comme un panier de devises, mais deviendrait lui-même de plein droit une devise - une monnaie internationale nouvelle - qui ne se déprécierait jamais contre les autres monnaies de la Communauté. Le président du Conseil britannique des exportations invisibles, Sir Michaël Butler, a exploré cette idée dans un document récent. J'aboutis à des propositions assez différentes mais je reconnais volontiers ce que je lui dois.

Le Fonds monétaire européen, tel que je le vois, gérerait le nouvel écu pour que, dans le mécanisme des taux de change, il se maintienne à l'intérieur de ses marges de fluctuation et ne soit jamais dévalué à l'occasion d'un réajustement. Le FME délivrerait des dépôts ou des billets en écus en échange de devises nationales. Il fixerait des taux d'intérêt au nouvel écu. Au départ, il le ferait en les fixant sur les dépôts porteurs d'intérêt qu'il recevrait, le plus souvent sans doute en provenance de banques privées. Plus tard, au fur et à mesure que le marché privé du nouvel écu se développerait et que les banques privées constitueraient des dépôts en nouveaux écus venant du public, le FME pourrait procéder au calcul des taux conformément aux techniques normales des banques centrales, à savoir la création de pénuries sur le marché monétaire, interrompues ensuite aux taux d'intérêt choisis.

On critique souvent les propositions de monnaie parallèle en raison des risques inflationnistes qu'elles comportent. C'est un souci que je partage. Mais l'une des clefs du plan que je propose - c'est même pourquoi je le fais - c'est que des sauvegardes réelles pourraient être introduites préventivement. L'une des clefs du système, donc, serait l'obligation faite à toutes les banques centrales des Etats membres de racheter leurs propres devises au FME en échange de devises fortes. Cette obligation garantirait que l'effet combiné de création monétaire du Fonds - des engagements en nouvel écu et l'influence que cela aura sur la création monétaire des banques centrales - ne soit pas inflationniste.

On notera que ces deux idées de développement pour l'écu prévoient la création d'une nouvelle institution. Permettez-moi de vous dire que je n'ai aucun scrupule à un tel élargissement institutionnel. Nous ne sommes pas opposés aux institutions nouvelles lorsqu'il y a véritablement des tâches nouvelles à accomplir. C'est certainement le cas ici, car il s'agirait non seulement de gérer l'écu, mais de jouer d'autres rôles importants : par exemple, les tâches de gestion du mécanisme de régulation des changes et ses rouages financiers, y compris les fonctions du comité des gouverneurs des banques centrales et du Fonds européen de coopération monétaire dans ce domaine. Autres possibilités, les prêts à moyen terme pour le rééquilibrage des balances des paiements : dans la mesure où la Communauté en consent, la nouvelle institution pourrait y participer.

Elle pourrait assumer aussi la mission essentielle de coordination des interventions des États membres contre les devises extérieures, en particulier le dollar et le yen. D'ici la fin de la première étape, toutes les monnaies de la Communauté feront partie du mécanisme de régulation des changes et porteront le même intérêt à la valeur de leur devise face au dollar et au Yen. Cette coordination n'impliquerait pas que les États membres abandonnent une partie de leurs réserves de devises. Au contraire, l'intervention serait coordonnée par le

FME qui tirerait et rembourserait des tranches de dollars, de yens et de devises nationales, le cas échéant, appartenant aux États membres. Les opérations de marché seraient assurées, comme aujourd'hui, par les différentes banques centrales.

Il s'agit là de fonctions essentielles, indispensables à la situation telle qu'elle se présentera après la première étape. Il est parfaitement raisonnable d'avoir une institution nouvelle - un FME - pour les remplir.

On discute beaucoup des dernières étapes de l'UEM, et on ne manque d'ailleurs pas de versions différentes. Dans ces discussions, le Royaume-Uni jouera pleinement un rôle constructif. Mais quelle que soit l'issue du débat, le processus évolutif préconisé par le Royaume-Uni, les idées complémentaires que j'ai décrites ce soir - en vue de favoriser une plus grande intégration économique et monétaire au-delà de la première étape, doivent être pleinement considérées. C'est une façon d'aller de l'avant autour de laquelle toute l'Europe doit pouvoir s'unir.

Je sais que ces propositions feront naître certaines controverses. Mais elles sont concrètes, progressives et laissent des possibilités de choix. Elles se développent naturellement à partir de la première étape et peuvent se développer plus encore. Avec le temps, l'écu sera de plus en plus utilisé et deviendra une monnaie commune pour l'Europe. A très long terme, si les électeurs et les gouvernements en décident ainsi, il pourrait se transformer en monnaie unique. Mais c'est une décision qu'il ne faut pas prendre maintenant puisque nous ne pouvons pas encore prévoir ce que seront la taille et la situation de la nouvelle Europe. En outre, la création d'un nouvel écu devrait favoriser le ralentissement de l'inflation, donc l'enracinement de la stabilité des changes. Avant tout, ces mesures ont l'avantage de préserver les possibilités de choix, la diversité et la flexibilité.

Je crois qu'elles sont une façon concrète de faire avancer l'Europe dans la réalité et dans la durée.

(Source : Ambassade de Grande-Bretagne à Paris)